

Besançon *Est Républicain 22 janvier 2024*

## Loi immigration : près de 800 personnes manifestent

Quelque 800 personnes se sont mobilisées dimanche matin à Besançon pour protester contre la loi immigration, que le gouvernement Attal s'apprête à promulguer.

« Remettre en cause le droit du sol comme ça, c'est grave. Je ne reconnais pas ma France. » Emmanuel Guinchard, 46 ans, a répondu présent à l'appel de l'intersyndicale et de plusieurs associations dimanche matin sur l'esplanade des Droits-de-l'Homme, à Besançon. Objectif : dire non à la loi immigration, adoptée par le parlement en décembre dernier. « Ce texte va à l'encontre des valeurs d'accueil et d'universalisme que la France représente. » Le Bisontin ajoute : « On doit se mobiliser pour ne pas laisser la porte ouverte à d'autres réformes plus graves qui pourraient être adoptées dans le futur. »

Alors que le gouvernement s'apprête à promulguer cette loi, et dans l'attente de la décision du conseil constitutionnel prévue le 25 janvier, près de 800 personnes se sont mobilisées dimanche matin dans la capitale comtoise. Le cortège qui a notamment emprunté la grande rue s'est dissous dans le calme devant la préfecture du Doubs. Les services de police



Les manifestants se sont donné rendez-vous esplanade des Droits-de-l'Homme, à Besançon. Photo Franck Lallemand

ont compté environ 750 manifestants.

Outre de nombreux syndicats et des associations, plusieurs représentants politiques locaux et des membres de la majorité du conseil municipal de Besançon ont participé à la manifestation.

Plusieurs immigrés, encadrés par l'association Solidarité Migrants Réfugiés, ont aussi rejoint le cortège. Parmi eux, cet homme d'origine camerounaise âgé de 18 ans qui préfère conserver l'anonymat : « J'ai réussi à avoir mon titre de séjour et, aujourd'hui, je travaille. Mais je sais à quel point c'est difficile ». D'où sa volonté de soutenir d'autres demandeurs, parfois

des mineurs non accompagnés. Comme de nombreux manifestants vivant en France sans y être nés, il craint les nouvelles règles fixées par le gouvernement : « Ne pas avoir les mêmes droits que les autres alors qu'on travaille comme tout le monde, on n'est pas d'accord avec ça. Moi, je suis venu en France car je pense que c'est un pays où l'on vit bien. Mais avec cette loi, ça peut changer... ». Le jeune majeur évoque aussi le délit de séjour irrégulier, réintroduit dans le cadre de la nouvelle loi. Une infraction qui prévoit une amende de 3 750 euros et qui, forcément, inquiète les migrants.

● Maxime Courché

Pontarlier

## Plus de monde que prévu pour protester

Élus, représentants d'associations, syndicats et citoyens se sont retrouvés ce dimanche à la mi-journée sur la place d'Arçon de Pontarlier. « On ne pensait pas être si nombreux donc nous n'avons pris qu'une petite sono », commence par sourire Robert Hugot de la CFDT. Avant que le ton ne redevienne plus grave. Devant 160 manifestants venus dire non à la promulgation de la loi Immigration, l'intersyndicale s'est indignée contre le texte. « Honte, déshonneur, naufrage. Tels sont les sentiments qui nous habitent suite à la proposition de loi du 19 décembre », lance par exemple Patrick Colle de la Cimade et Repair, « il s'agit d'un accord scélérat qui durcit de manière hypocrite les conditions d'accueil et d'accompagnement des migrants demandeurs d'asile dans un pays qu'on appelait encore pays des Droits de l'Homme il y a peu ».

Même esprit du côté d'Isabelle Faynot pour SNIipp-FSU, vent debout contre une loi « dictée par des marchands de haine ». Avec quelques tacles au passage pour la députée LR du Haut-Doubs, Annie Genevard, qui s'en tire avec quelques sifflets. L'affluence, elle, a redonné le sourire à des syndicats qui n'en attendaient pas tant. De quoi inspirer cette réflexion à Robert Hugot : « Il reste à Pontarlier des gens conscients qu'il faut s'opposer ».

● A.R.



Environ 160 personnes se sont réunies sur la place d'Arçon de Pontarlier, hier, pour dire non à la promulgation de la loi Immigration. Photo Anthony Rivat